

Déclaration du SE-UNSA

C'est toujours dans ce climat de suppression massive d'emplois, de cette politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux que va se dérouler le CTPD de ce jour.

Et pourtant, en jachère depuis des années, l'école primaire semble être soudain l'objet de toute l'attention présidentielle.

En effet, en déplacement en Lozère, le Président de la République annonce pour 2012 un moratoire sur les fermetures de classes - tout en maintenant par ailleurs le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux -, il effectue un tour de passe-passe tactique à double détente. Dans un premier temps, il calme les réactions virulentes des élus de terrain à la veille d'élections sénatoriales disputées. Dans un second temps, il dégage le paysage électoral de toutes contestations intempestives lors des opérations de carte scolaire, en février 2012, à un jet de pierre de la présidentielle.

Il s'agit là d'une classique opération politicienne de déminage électoral. D'éducation, d'amélioration du système éducatif, de prise en charge de la difficulté scolaire, il n'est évidemment pas question. Alors que l'Ecole de la République mérite toutes les attentions, le Président poursuit son œuvre d'affaiblissement.

Ainsi au plan national, l'enseignement public va-t-il supporter 90% des amputations budgétaires, alors même que la démographie scolaire continue à croître ? Aussi, les écoles publiques vont devoir accueillir 3900 élèves supplémentaires et subiront 3367 suppressions de postes !

Les mesures prévues pour le Puy de Dôme vont se décliner sur la base des suppressions votées aux parlements à l'automne: 35 postes seront ainsi rendus au ministère. A l'UNSA Education, nous savons bien qu'au final, ce seront les élèves qui seront concernés. Les situations difficiles sur le département se multiplient que ce soit en maternelle ou en élémentaire : situations qui conduiront à la plupart du temps à des classes surchargées....Les mesures prises en avril avec une photo de décembre n'ont pas permis de prendre en compte certaines situations dans les écoles et notamment des augmentations d'effectifs. Elles ont aussi entraîné un vif émoi au sein des personnels de l'ASH et des associations complémentaires qui ont apporté une forte contribution aux retraits d'emploi.

Les mobilisations sur le terrain ont été nombreuses, justifiées. Elles ont rassemblé élus, parents d'élèves, enseignants, syndicats pour dénoncer cette politique destructrice d'un système éducatif qui ne s'attaque pas réellement aux inégalités scolaires et ne traite pas la situation des élèves en grande difficulté.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à la veille de cette nouvelle année scolaire, nous sommes inquiets... Inquiets pour tous ces élèves qui ne seront pas scolarisés dans les meilleures conditions, inquiets pour les personnels qui voient d'année en année leurs conditions de travail se dégrader, inquiets pour notre système éducatif qui mérite mieux qu'une ou deux annonces électoralistes...

Pour l'UNSA Education, notre système éducatif doit constituer un ensemble cohérent. Il doit s'inscrire dans une autre logique budgétaire que celle de cette suppression massive d'emplois. Il doit assurer la réussite de tous les élèves et redonner à l'Ecole les moyens de remplir les objectifs d'une école démocratique et ambitieuse.

